



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Collecte, transport, traitement des déchets chimiques et prestations associées pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)

Procédure formalisée
N° de marché : 2025-1344

ACHETEUR :
UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – CONTEXTE DU MARCHE	3
3.1 Présentation générale de l’université	3
3.2 Responsabilité Sociétale et plan de sobriété	3
ARTICLE 4 – CONFORMITE	4
ARTICLE 5 – PERIMETRE.....	4
5.1. Contexte et description des prestations attendues	5
5.2 Périmètre géographique.....	5
5.3 Estimation des besoins	5
5.4 Exclusions.....	5
ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES DECHETS CHIMIQUES CONCERNES.....	6
ARTICLE 7 – LIEUX DE COLLECTE, FREQUENCE ET DELAIS D’EXECUTION.....	7
7.1. Lieux et fréquence des collectes.....	7
7.2. Délais d’exécution.....	8
ARTICLE 8 – LE CHARGEMENT ET LE TRANSPORT DES DECHETS CHIMIQUES.....	8
8.1 Le chargement	8
8.2 Le transport	8
ARTICLE 9 – LE TRAITEMENT ET L’ELIMINATION DES DECHETS CHIMIQUES	9
ARTICLE 10 – CONDITIONNEMENTS ET ETIQUETAGE DES DECHETS CHIMIQUES.....	9
10.1 Fourniture des conditionnements et de l’étiquetage ADR	9
10.2 Reprise des anciens conditionnements	10
ARTICLE 11 – PRESTATIONS PONCTUELLES ASSOCIEES A LA COLLECTE, AU TRANSPORT ET AU TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES.....	10
ARTICLE 12 – MODALITES D’EXECUTION	11
ARTICLE 13 – VERIFICATIONS DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
13.1 Opérations de vérification	11
13.2 Admission des prestations	11
ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	11

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la fourniture des conditionnements agréés, le transport, la collecte, le traitement des déchets chimiques et les prestations associées pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA).

Le numéro de référence attribué à ce marché est le 2025-1344.

Le présent marché fait suite au marché n°2021-1112 « Chargement, transport, traitement des déchets chimiques et prestations associées pour l'université de Pau et des pays de l'Adour », prenant fin le 12/10/2025.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti compte tenu de l'absence de pertinence d'allotissement géographique sur ce segment d'achat, au regard du secteur concurrentiel en lien avec l'hétérogénéité des besoins UPPA entre le site de Pau et les autres sites concernés par l'accord-cadre (Anglet, Mont de Marsan, Tarbes).

ARTICLE 3 – CONTEXTE DU MARCHE

3.1 Présentation générale de l'université

L'université de Pau et des Pays de l'Adour se distingue par son caractère pluridisciplinaire et sa configuration multi sites sur 5 campus :

- 4 campus en région Nouvelle Aquitaine : dans les Pyrénées-Atlantiques (64) à Pau, Bayonne et Anglet, dans les Landes (40) à Mont-de-Marsan.
- 1 campus en région Occitanie : dans les Hautes-Pyrénées (65) à Tarbes.

L'UPPA est organisée en 3 collèges universitaires. Chaque collège regroupe des composantes internes de formation et de recherche, des écoles d'ingénieurs et instituts (IUT, IAE), des écoles doctorales et des services administratifs.

Université renommée, à taille humaine, elle prépare avec ses 1 634 personnels, 13 841 étudiants à l'obtention de plus de 100 diplômes, aussi bien en formation initiale, professionnelle que continue. Elle compte 1 018 enseignants et son activité de recherche est importante.

Pour plus d'informations, le site de l'université est accessible à l'adresse suivante : <http://www.univ-pau.fr/live/>.

3.2 Responsabilité Sociétale et plan de sobriété

Depuis la définition de sa politique RSU (Responsabilité sociétale de l'université) en 2022, l'UPPA s'est fortement engagée dans la structuration de sa stratégie environnementale et sociétale par :

- la spécialisation de sa recherche au travers de cinq missions interdisciplinaires¹, en lien avec les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

¹ Lien UPPA vers page web des 5 missions : <https://recherche.univ-pau.fr/fr/accueil.html>

- l'intégration de la Transition écologique pour un développement soutenable (TEDS) dans la formation initiale des étudiants.
- la formation tout au long de la vie de l'ensemble des personnels de l'Établissement supérieur et de la recherche (ESR).

L'élaboration d'un plan de sobriété en 2022 a concrétisé cet engagement et démontre la volonté d'atteindre, à court et moyen termes, des objectifs chiffrés de réduction de consommation énergétique. Ainsi, en réponse au Plan Climat du Ministère de l'ESR, l'UPPA a élaboré son premier bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES). Ce document est disponible sur le site de l'Ademe. Réalisé en interne en 2024, ce bilan a permis de mesurer l'empreinte carbone de l'université et identifier des pistes d'amélioration pour réduire son impact environnemental.

Dans cette dynamique, l'ambition de l'université s'est tournée vers la candidature au label Développement durable & responsabilité sociétale - **DD&RS**. Celui-ci repose sur un référentiel national exigeant décliné en cinq axes (Stratégie et gouvernance, Enseignement et formation, Recherche et innovation, Environnement, Politique sociale). En décembre 2024, l'UPPA a obtenu ce label pour la durée maximale de 4 ans. Cette réussite affirme le potentiel et la volonté de l'université de s'engager dans une démarche qualité et d'amélioration continue. Enfin, l'UPPA élabore un schéma directeur Développement durable & responsabilité sociétale et environnementale (SD DD&RSE). Il répondra aux attendus stratégiques et opérationnels du Ministère (Plan climat-biodiversité, circulaire Services publics écoresponsable - SPE²).

A cette fin, le prestataire tient compte dans son offre :

- des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'environnement à l'article 14 du CCTP ;
- du critère prenant en compte des considérations relatives à l'environnement à l'article 15.2 du règlement de consultation.

ARTICLE 4 – CONFORMITE

Les prestations confiées au titulaire de la présente consultation doivent répondre à la réglementation en vigueur et doivent notamment être conformes :

- aux articles du Code de l'Environnement relatifs aux déchets chimiques,
- aux arrêtés et directives relatifs à la classification, l'emballage, l'étiquetage, le transport, le suivi, et le traitement des déchets chimiques.

ARTICLE 5 – PERIMETRE

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'offre doit répondre à toutes les exigences définies dans les documents de la consultation.

² <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/plan-climat-biodiversite-et-transition-ecologique-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-91292>

5.1. Contexte et description des prestations attendues

Le présent accord-cadre a pour objet principal la prise en charge des déchets chimiques générés par les activités des laboratoires de recherche et d'enseignement et par les services techniques de l'UPPA, à travers la collecte, le transport, le traitement de ces déchets chimiques et les prestations associées.

Le présent accord-cadre a également pour objet :

- La fourniture des conditionnements homologués et des étiquettes conformes à la réglementation ADR³ ;
- L'établissement des documents obligatoires pour le transport de matières dangereuses ;
- Les conseils et l'intervention éventuelle de chimistes spécialisés dans les produits chimiques pour des opérations ponctuelles (cf article 11 du présent CCTP).

Les déchets générés par les laboratoires sont notamment :

- les produits et réactifs utilisés dans le cadre des activités de laboratoire,
- les solvants (de lavage ou de solution),
- les effluents des équipements de laboratoires,
- les résidus solides de réaction, les matériaux (ex : papiers absorbants, coupelles, gants, emballages, flacons vides, ...) souillés par des produits chimiques,
- la verrerie de laboratoire souillée par des produits chimiques,
- les aérosols,
- les piles et accumulateurs,
- les déchets d'équipements électriques et électroniques contaminés par des produits chimiques ou contenant des produits toxiques (ex : balances électroniques, pH-mètre, conductimètre, ...).

Les déchets générés par les services techniques sont notamment : les peintures, solvants d'ateliers, huiles de vidanges, produits phytosanitaires, désinfectants, nettoyants ménagers.

5.2 Périmètre géographique

Les sites universitaires concernés par l'objet de l'accord-cadre sont les sites de Pau (64), Anglet (64), Mont de Marsan (40) et Tarbes (65).

5.3 Estimation des besoins

À titre indicatif et sans valeur contractuelle, l'estimation annuelle des besoins de l'UPPA est traduite dans l'annexe 1 au présent CCTP : « Production déchets chimiques UPPA 2021-2024 ».

5.4 Exclusions

Sont exclus du champ d'application de l'accord-cadre :

- Les déchets radioactifs ;
- Les déchets biologiques ;
- Les déchets explosifs ;
- Les D3E⁴ classiques ;

³ Accord européen relatif au transport International de marchandises Dangereuses par Route

⁴ Déchets d'Équipements Électriques ou Électroniques

- Les bouteilles de gaz ;
- Les déchets de natures non chimiques.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES DECHETS CHIMIQUES CONCERNES

Le titulaire doit être en mesure d'assurer la collecte, le transport et le traitement des déchets chimiques suivants :

- Solutions organiques acides (pH <5)
- Solutions inorganiques acides (pH < 5)
- Solutions organiques basiques (pH >9)
- Solutions inorganiques basiques (pH >9)
- Solutions contenant des métaux
- Liquides toxiques ou CMR
- Tous types d'huiles : huiles de vidange, huiles végétales ou minérales, ...etc.
- Hydrocarbures, huiles brutes, résidus pétroliers, ...etc.
- Produits solides aux propriétés comburantes ou oxydantes
- Solutions aux propriétés comburantes ou oxydantes
- Solvants halogénés
- Solvants non halogénés
- Résidus solides de réactions
- Tous types de verreries souillées par des produits chimiques (inflammables, CMR, toxiques, corrosifs, ...)
- Tous types d'emballages et matériaux (cartons, plastique, métal, papier...) souillés par des produits chimiques
- OPTC (Objets Piquants Tranchants Coupants) souillés par des produits chimiques
- Produits chimiques et réactifs de laboratoire (hors exclusions, cf. article 5.4)
- Aérosols
- Déchets électriques et électroniques souillés (D3E) par des produits chimiques
- Piles et accumulateurs classiques
- Tous types de peintures
- Produits phytosanitaires, pesticides, nettoyants ménagers ...etc.

La présente liste des déchets pourra être étendue au cours de l'accord-cadre par commun accord des deux parties, conformément aux dispositions de l'article 16.1 du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières).

La quantité de déchets chimiques générée par les activités des laboratoires et des services techniques de l'UPPA est sujette à évolution continue.

Voici, à titre indicatif et sans valeur contractuelle, les codes ONU (ou numéros UN) les plus couramment utilisés pour les déchets chimiques de l'UPPA :

- Peintures ou matières apparentées aux peintures – ONU : 1263
- Solide comburant, n.s.a. – ONU : 1479
- Aérosols – ONU : 1950
- Liquide inflammable, toxique, n.s.a – ONU : 1992
- Accumulateurs électriques remplis d'électrolyte liquide acide – ONU : 2794
- Liquide organique toxique, n.s.a – ONU : 2810
- Solide organique toxique, n.s.a. – ONU : 2811
- Solide corrosif, toxique, n.s.a. – ONU : 2923

- Solide organique inflammable, toxique, n.s.a. – ONU : 2926
- Matière dangereuse du point de vue de l'environnement, solide, n.s.a – ONU : 3077
- Matière dangereuse du point de vue de l'environnement, liquide, n.s.a – ONU : 3082
- Piles au lithium – ONU : 3090
- Liquide comburant, n.s.a. – ONU : 3139
- Solide contenant du liquide inflammable, n.s.a. – ONU : 3175
- Liquide inorganique corrosif, acide, n.s.a. – ONU : 3264
- Liquide organique corrosif, acide, n.s.a – ONU : 3265
- Liquide inorganique corrosif, basique, n.s.a. – ONU : 3266
- Liquide organique corrosif, basique, n.s.a – ONU : 3267
- Liquide inorganique toxique, n.s.a – ONU : 3287
- Liquide inorganique toxique, corrosif, n.s.a. – ONU : 3289
- Solide inorganique toxique, corrosif, n.s.a. – ONU : 3290

ARTICLE 7 – LIEUX DE COLLECTE, FREQUENCE ET DELAIS D’EXECUTION

7.1. Lieux et fréquence des collectes

Site de l'accord-cadre concerné	Lieux des collectes	Fréquence des collectes
Pau	Magasin produits chimiques – Campus Universitaire - Avenue de l'Université, 64000 Pau (annexe 2.1 : plan accès livraisons-collectes).	7 à 8 fois par an À titre indicatif, à ce jour, le tonnage moyen annuel (moyenne sur 4 ans) pour le site de Pau s'élève à 12 T.
Anglet	Campus universitaire Montaury - Allée du Parc Montaury, 64600 Anglet (annexe 2.2 plan accès livraisons-collectes).	2 fois par an À titre indicatif, à ce jour, le tonnage moyen annuel (moyenne sur 4 ans) pour le campus Montaury (site d'Anglet) est de 1,5 T.
Mont de Marsan	Institut Universitaire de Technologie des Pays de l'Adour - 371 Rue du Ruisseau, 40000 Mont-de-Marsan (annexe 2.3 plan accès livraisons-collectes). <u>Contraintes d'accès</u> : tout véhicule jusqu'à 3.5 tonnes pourra circuler.	1 fois à 2 fois par an À titre indicatif, à ce jour, le tonnage moyen annuel (moyenne sur 4 ans) pour l'IUT de Mont-de-Marsan est de 1 T.
Tarbes	Campus de Tarbes - 11 Rue Morane-Saulnier, 65000 Tarbes (annexe 2.4 plan accès livraisons-collectes).	A ce jour, aucune collecte n'a été réalisée sur le site de Tarbes.

Les lieux de collecte des déchets chimiques sont détaillés plus précisément pour chaque site dans les documents de l'annexe 2.

Les zones de chargement des déchets chimiques seront spécifiées lors de la visite préalable sur site (cf. article 12 du règlement de consultation).

La fréquence des collectes est estimée en fonction du volume des déchets actuels. Compte tenu de l'évolution de l'activité de l'UPPA, la fréquence des rotations pourra être réajustée en cours d'exécution de l'accord-cadre.

7.2. Délais d'exécution

Dès la notification de l'accord-cadre, le prestataire et la coordinatrice UPPA (cf article 7.1 du CCAP) conviendront d'un planning annuel de collecte des déchets chimiques pour l'ensemble des sites concernés, qu'ils s'engagent à respecter.

L'interlocuteur technique UPPA du site concerné fournit au prestataire, en amont de la collecte, la liste des déchets chimiques à prendre en charge ainsi que la liste des conditionnements à fournir le jour de la collecte.

Le titulaire indique dans son offre le délai dans lequel cette liste doit être transmise.

Le nombre de conditionnements par nature de déchets est ajusté le jour de la collecte.

ARTICLE 8 – LE CHARGEMENT ET LE TRANSPORT DES DECHETS CHIMIQUES

8.1 Le chargement

Conformément aux articles R.4515-4 à R.4515-11 du Code du travail, un protocole de sécurité doit être établi pour toutes les opérations de chargement et de déchargement. Ce protocole est valable durant toute la durée de l'accord-cadre et peut-être réajusté au cours de l'accord-cadre, si cela est nécessaire.

Proposé par le titulaire et complété avec l'interlocuteur technique du site concerné, ce protocole de sécurité est signé préalablement à la première collecte.

Lors de la collecte des déchets chimiques, le chauffeur-transporteur doit porter les équipements de protection individuels adaptés aux risques chimiques et se conformer aux règles de sécurité du protocole de sécurité.

Après le chargement, chaque déchet (nature et quantité) est déclaré sur la plateforme gouvernementale « Trackdéchets ».

8.2 Le transport

Le transport des déchets chimiques jusqu'au centre de regroupement des déchets doit être effectué par un véhicule agréé ADR.

Le camion de transport doit être équipé de son propre équipement de manutention mécanique et des fournitures nécessaires aux opérations de chargement.

Si le titulaire fait appel à un sous-traitant pour le transport, il doit alors fournir les éléments demandés au titre de l'article 14.3 (partie « groupement / sous-traitance ») du règlement de consultation et s'engager à ce que l'entreprise sous-traitante respecte pleinement les conditions de l'accord-cadre.

Les conducteurs de véhicules doivent être formés au transport sur route des matières dangereuses et posséder un certificat de formation ADR en cours de validité.

Le titulaire devra joindre une copie de l'agrément ADR du (ou des) véhicule(s) ainsi que la (les) copie(s) du certificat ADR du (ou des) chauffeur(s).

L'UPPA, à travers l'interlocuteur technique du site concerné, peut être amenée à contrôler les équipements du véhicule de transport et les documents du transporteur (cf liste annexe 3).

Le titulaire s'engage à signaler à l'UPPA tout changement de situation vis-à-vis des autorisations ou agréments qui lui ont été délivrés.

ARTICLE 9 – LE TRAITEMENT ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS CHIMIQUES

Le suivi du traitement du déchets jusqu'à sa destruction finale est assuré par les déclarations du prestataire sur la plateforme Trackdéchets.

Le titulaire devra fournir à l'acheteur tous les arrêtés préfectoraux - en cours de validité - d'exploitation des installations de stockage, de regroupement et de traitement des déchets chimiques générés par l'UPPA.

Le titulaire s'engage à signaler à l'UPPA tout changement de situation vis-à-vis des autorisations ou agréments qui lui ont été délivrés.

ARTICLE 10 – CONDITIONNEMENTS ET ÉTIQUETAGE DES DÉCHETS CHIMIQUES

10.1 Fourniture des conditionnements et de l'étiquetage ADR

Tous les conditionnements fournis par le prestataire doivent être agréés pour le transport des matières dangereuses par route (conformité TMD).

En outre, le prestataire doit pouvoir justifier de l'homologation « mécanique et chimique » des emballages et fournitures proposés, en présentant tous les certificats de conformité des emballages et fournitures proposés.

Le prestataire fournit les conditionnements listés dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Il s'engage à fournir des conditionnements agréés ADR non endommagés et avec une durée de validité de plusieurs années. Le prestataire s'engage à remplacer dans les meilleurs délais tout conditionnement dans les cas suivants :

- Conditionnement endommagé ou périmé ;
- Avec une date de péremption inférieure à 12 mois.

Conformément aux dispositions de l'article 16.1 du CCAP, la liste des conditionnements figurant au BPU pourra être modifiée en cours d'accord-cadre, par commun accord des deux parties, en fonction de l'évolution des activités de l'UPPA et en fonction des innovations du secteur.

Les conditionnements respectant les codes couleurs utilisés dans la procédure sur la gestion des déchets chimiques à l'UPPA seront valorisés. À ce titre, les bidons rouges sont utilisés pour les liquides et solvants non halogénés, les bidons orange pour les liquides et solvants halogénés, les bidons jaunes pour les

liquides acides, les bidons verts pour les liquides basiques, les bidons gris pour les liquides dangereux pour l'environnement et les bidons bleus pour tous les autres déchets liquides de laboratoires.

Le prestataire met à la disposition de l'UPPA les étiquettes ADR correspondant à la nature des déchets collectés. Aucun montant ne pourra être facturé pour ces étiquettes.

L'étiquetage doit être conforme à la réglementation TMD : lettres UN suivie du numéro UN, désignation officielle (Classe 2 uniquement) et dangers subsidiaires signalés par une étiquette avec symbole et numéro de la classe de danger.

L'étiquetage doit être résistant aux solvants et matières corrosives, de dimensions réglementaires et doit permettre de faire apparaître les informations suivantes :

- Nom du producteur ;
- Date de production du déchet ;
- Nature du déchet.

Le prestataire propose la location de caisses palette (1m x 1m x 1m) sans contrepartie financière.

10.2 Reprise des anciens conditionnements

En cas de changement de prestataire entre l'ancien (2021-1112) et le nouveau marché (2025-1344), le titulaire s'engage à récupérer les déchets collectés dans les conditionnements actuels de l'ancien titulaire jusqu'à épuisement des stocks UPPA.

L'ensemble des conditionnements de l'UPPA est agréé TMD et homologué pour les produits chimiques.

ARTICLE 11 – PRESTATIONS PONCTUELLES ASSOCIEES A LA COLLECTE, AU TRANSPORT ET AU TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES

Le prestataire doit être en mesure de détacher ponctuellement une équipe de spécialistes pour répondre aux demandes suivantes :

- Déménagement de produits :

Il s'agit d'assurer le (re)conditionnement agréé TMD et le transport sur route des produits chimiques d'un laboratoire sur un même site ou vers un site distant de l'UPPA.

- Opérations de déstockage :

Il s'agit de prendre en charge les produits chimiques de laboratoire lors d'une opération de déstockage sur l'un des sites de l'UPPA.

L'opération requiert l'intervention de chimistes spécialisés car les produits peuvent être périmés, mal identifiés (voire totalement inconnus) ou conditionnés dans des emballages détériorés, etc...

- Intervention d'urgence sur un produit :

Dans le cas d'un produit chimique particulièrement dangereux (un réactif explosif comme l'acide picrique, par exemple), il sera demandé au prestataire d'intervenir dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la demande d'intervention.

Le prestataire doit pouvoir disposer d'une équipe d'intervention qui réalise l'inactivation ou la destruction des produits réactifs, in situ, avant d'en assurer l'évacuation par transport sur route (ex : flegmatisation de l'acide picrique).

ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION

A compter de la notification de l'accord-cadre, le prestataire dispose d'un mois pour réaliser un état des lieux sur l'ensemble des points de collecte de l'établissement (Pau, Anglet, Mont de Marsan et Tarbes, selon les lieux de collecte identifiés à l'article 7.1 du présent CCTP). Passé ce délai, l'état des lieux est réputé réalisé sans possibilité de s'en prévaloir.

Les prestations seront exécutées par le titulaire conformément au planning établi en commun en début d'exécution de l'accord-cadre avec le coordonnateur et en application des éléments du présent CCTP et du BPU.

Le planning peut être réajusté en cours d'exécution du marché en fonction de l'activité de l'UPPA.

ARTICLE 13 – VERIFICATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1 Opérations de vérification

Les prestations devront être conformes aux dispositions de l'accord-cadre. Les modalités de déroulement des opérations de vérification et d'admission des prestations sont celles prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose de 30 jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service, pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision. Passé ce délai, la décision est réputée acquise.

13.2 Admission des prestations

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

ARTICLE 14 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le prestataire s'engage à privilégier le recyclage des déchets chimiques (ex : aérosols, piles, tubes fluorescents, démantèlement des D3E, ...) et à favoriser le traitement orienté sur la valorisation énergétique (ex : réseau chaleur urbaine) et la valorisation de la matière (réutilisation de la verrerie souillée en cimenterie, par exemple) des déchets chimiques produits par l'université dans des filières de traitement agréées.

Dans le cadre des prestations de fourniture des conditionnements, il est demandé au prestataire de fournir les conditionnements au moment de l'enlèvement des déchets chimiques, afin d'optimiser et limiter les transports.

Le prestataire veille à limiter l'impact environnemental des prestations de collecte et de transport dans le cadre du marché. Ainsi, il peut mettre en œuvre un certain nombre d'actions pour répondre aux enjeux environnementaux, notamment :

- L'optimisation des tournées ;
- La qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour le marché ;
- L'évitement de la circulation en heure de pointe ;
- La formation des conducteurs.ices à l'écoconduite.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.